

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Colombie-Le-Pere-Nobel-est-une-ordure>

Colombie : « Le Père Nobel est une ordure »

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 19 décembre 2016

Description :

Maurice Lemoine-Colombie-Le Père Nobel est une ordure-El Correo de la Diaspora

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 26 septembre 2016, après quatre années d'âpres négociations délocalisées à Cuba, le président Juan Manuel Santos et le chef des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), le commandante Rodrigo Londoño Echeverri, dit « Timochenko », signaient en grandes pompes à Cartagena un accord de paix « historique » mettant fin au conflit qui, depuis plus d'un demi-siècle, ensanglante le pays. « Historique », ce texte de 297 pages ne le fut pas très longtemps puisque, le 2 octobre, une faible majorité de 50,21 % des voix le rejeta lors d'un référendum marqué par une abstention de plus de 60 % du corps électoral. Malgré ce coup de tonnerre aussi funeste qu'inattendu, M. Santos se vit attribuer le prestigieux prix Nobel de la paix le 7 octobre, comme beaucoup l'avaient envisagé depuis longtemps. Intégrant des propositions de l'opposition emmenée par la droite dure, pour ne pas dire extrême ou mafieuse, de l'ex-président Álvaro Uribe, et après des concessions essentiellement consenties par la guérilla, un nouvel accord a finalement été signé entre les belligérants le 24 novembre lors d'une cérémonie beaucoup plus discrète que la première, tenue dans le Théâtre Colón, à Bogotá.

D'une manière générale, pour mettre fin à un conflit armé en recourant à la voix du dialogue, il faut être deux. C'est ainsi que, en 1973, le conseiller spécial du président des Etats-Unis, Henry Kissinger, et le chef de la délégation nord-vietnamienne, Le Duc Tho, furent distingués par le jury du Nobel pour leur contribution au cessez-le-feu mettant un terme à la guerre du Vietnam [\[1\]](#). Que, en 1978, Anouar el-Sadate et Menahem Begin reçurent le prix pour la paix négociée entre l'Egypte et Israël. Que, en 1973, Nelson Mandela le partagea avec Frederik de Klerk, afin d'en finir pacifiquement avec le régime d'apartheid, longtemps défendu, au nom de la minorité blanche, par le second. Que, en 1994, le Palestinien Yasser Arafat accepta d'être honoré en même temps que les Israéliens Yitzhak Rabin et Shimon Peres. Que, enfin, en 1998, John Hume, architecte du plan de paix côté catholique, et David Trimble, chef des unionistes protestants, se rendirent ensemble à Oslo afin d'y recevoir la distinction les récompensant de leurs efforts pour trouver une solution au conflit en Irlande du Nord.

Compte tenu de ces précédents, qu'on pourrait qualifier de jurisprudence, il eut été logique que, pour les mêmes raisons que le chef de l'Etat colombien - « ses efforts déterminés à mettre un terme à une guerre civile qui dure depuis plus de cinquante ans » -, le numéro un des FARC soit honoré. Il n'en a rien été. Non seulement il a été « oublié », mais aucun représentant de son organisation, en voie de transformation en mouvement politique légal, n'a été invité, le samedi 10 décembre, à la cérémonie d'Oslo. Interrogés à plusieurs reprises, les membres du comité norvégien se sont refusés à toute explication, laissant seulement entendre à demi-mot qu'une telle présence aurait pu « blesser la sensibilité des promoteurs du non au référendum » - lire : les bellicistes - et qu'elle aurait été perçue comme une provocation « par les Colombiens, dont beaucoup ont souffert, directement ou via un proche, des exactions de la guérilla. » Comme si cette dernière était l'unique protagoniste d'un conflit qui a fait 220 000 morts depuis 1958 (plus de 400 000 si l'on rajoute la période précédente, commencée en 1948, dite de « la Violencia »), entre 25 000 et 50 000 disparus selon les sources et, globalement, 6,9 millions de déplacés ! Néanmoins, ces mêmes notables norvégiens invitèrent à la liturgie du 10 décembre Henry Kissinger, nommé prix Nobel en 1973 - ce qui, on doit l'imaginer, n'a pas « blessé la sensibilité des Vietnamiens » - et également bourreau, cette même année, du peuple chilien.

Lors de la cérémonie de remise de son prix, le président Santos a rendu hommage aux « hommes et femmes qui, avec une patience et une force énormes, ont négocié à La Havane durant toutes ces années ». Toutefois, le temps fort et très remarqué de son intervention a eu lieu lorsque, après une pause dans son discours, il lança : « Je voudrais demander aux victimes ici présentes, qui représentent les victimes du conflit armé en Colombie, je vais leur demander de se mettre debout pour recevoir l'hommage qu'elles méritent. » Présentes aux côtés de l'équipe des négociateurs, des fonctionnaires du gouvernement et des personnalités venues de Colombie, sept victimes emblématiques obtempérèrent, saluées par une chaleureuse ovation : la franco-colombienne Ingrid Betancourt, otage des FARC pendant plus de six ans ; sa compagne d'infortune, Clara Rojas, aujourd'hui députée ; Leiner Palacios, survivant de Bojayá (Choco) où, en 2002, lors d'un affrontement entre FARC et paramilitaires, 117 personnes ont été tuées par le tir involontaire d'un mortier artisanal des guérilleros sur l'église où elles s'étaient réfugiées ; Fabiola Perdomo, dont le mari Juan Carlos Narváez, député régional du Valle del Cauca, a été exécuté

par les guérilleros, après cinq années de captivité ; Pastora Mira, dirigeante communautaire dont le père, l'époux et les trois frères ont été tués lors de la prise de San Carlos (Antioquia) par les insurgés ; Liliana Pechené, leader indigène du Cauca, affectée par le conflit « en général » ; Héctor Abad, enfin, dont le père Héctor Abad Gómez, défenseur des droits humains, a été assassiné en 1981 par des paramilitaires.

Chacune de ces personnes, qui a traversé une épreuve particulièrement douloureuse, mérite le plus grand respect et était à sa place à Oslo. Mais, à une exception près, on n'a curieusement là que des victimes des insurgés ! Lorsqu'on sait que cette guerre cruelle a impliqué des guérillas diverses, les paramilitaires d'extrême droite, la police et les forces armées (sans parler de la classe politico-économique), le compte n'y est pas. Quid des dizaines de milliers de victimes du terrorisme d'Etat ?

D'une manière générale, les médias colombiens et internationaux ont rendu compte de la présence de ces sept personnes, la presse française se contentant souvent paresseusement, comme à son habitude, d'Ingrid Betancourt et Clara Rojas. Très peu ont cru devoir rapporter l'hommage rendu par la vice-présidente du Comité norvégien du Nobel, Berit Reiss-Andersen, au travail du Centre national de mémoire historique (CNMH) colombien pour reconstruire l'histoire de ceux qui ont vécu la guerre dans leurs chairs [2]. Pour qui s'est donné la peine de lire le rapport du CNMH, celui-ci mentionne que, entre autres crimes, plus de 2 000 massacres de civils ont eu lieu en Colombie depuis le début des années 1980 [3]. Si près de 300 de ces assassinats ont été perpétrés par les guérillas des FARC ou de l'Armée de libération nationale (ELN), plus de mille l'ont été par les groupes paramilitaires et près de 300 par les forces de sécurité. D'un côté 300, de l'autre 1300, sachant que la consanguinité entre militaires et paramilitaires est un fait désormais avéré ! Sans relativiser en quoi que ce soit la gravité des faits imputés aux insurgés, ce décompte macabre n'en fait donc pas les principaux coupables de la tragédie colombienne, comme d'aucuns ont pu le croire en suivant la cérémonie d'Oslo.

Dans son discours, très applaudi, le président Santos a rendu hommage en termes génériques « aux victimes du conflit », à qui il a promis de reverser les 8 millions de couronnes suédoises (environ 824 000 euros) de son Nobel. Il a toutefois omis d'explicitier la nature de la tragédie. Dans une lettre ouverte au comité Nobel, Aída Avella, présidente de l'Union patriotique (UP), s'est insurgée : « Pas une parole sur les "faux positifs" qui ont coûté la vie à des milliers de jeunes tombés entre les mains des forces militaires, ni sur l'extermination de l'UP, ni sur d'autres crimes atroces. Les ignorer c'est méconnaître l'histoire de notre pays. » Pour mémoire, le massacre des dirigeants et militants pacifiques de l'UP par les paramilitaires, sans que l'Etat ne lève le petit doigt, dans les années 1980, a fait de l'ordre de 4 000 morts. Quant au scandale des « faux positifs » du début des années 2000, il se rapporte aux exécutions extrajudiciaires de 4190 civils (d'après la justice colombienne) par des unités de l'armée, lesquelles les ont fait passer pour des guérilleros tombés au combat, en échange de primes ou de permissions [4]. Un épisode plus qu'embarrassant lorsqu'on sait que le ministre de la Défense du président Uribe, à cette époque, n'était pas le sulfureux proscrit « Timochenko », mais... Juan Manuel Santos.

Il ne s'agit pas là d'un débat subalterne dans lequel chacun choisirait son coupable selon le principe « quel est celui que j'aime le moins ? ». En omettant l'énorme responsabilité des classes dominantes, de l'Etat et de leurs forces répressives ; en passant sous silence les assassinats de syndicalistes, la répression féroce de la base sociale réelle ou supposée de la guérilla, les dizaines de milliers d'opposants obligés de s'exiler ; en omettant toute autocritique, au nom de l'establicimiento ; en désignant comme « bourreaux », à travers d'authentiques victimes, mais soigneusement triées sur le volet, les seuls guérilleros des FARC, le flamboyant nouveau Nobel a conforté, renforcé et donné du grain à moudre à ceux qui ont voté « non » lors du référendum du 2 octobre dernier. Comme l'a noté amèrement le secrétaire général du Parti communiste colombien (PCC) Jaime Caceydo, « le conflit serait de la responsabilité exclusive des insurgés » ! Le chef de l'Etat a ainsi porté un rude coup à ce qu'il est censé représenter, et pour lequel il était jusque-là chaudement et légitimement félicité : la paix. Il a par la même occasion contribué à maintenir le trouble ou l'indifférence de ceux qui se sont abstenus lors du plébiscite perdu. Funeste message. Alors que l'après-guerre se devine particulièrement difficile, cette démarche ne peut que provoquer une aggravation de la polarisation du pays quand une pédagogie de la paix devrait s'employer à favoriser la réconciliation des Colombiens

en expliquant que si, historiquement, une partie de la paysannerie a pris les armes, c'est avant tout poussée par des problèmes sociaux non résolus.

Provoquant l'enthousiasme des « colombes » et de la « communauté internationale », le nouvel accord de paix a été ratifié à une très large majorité par le Congrès, le 30 novembre (75 voix contre 0 au Sénat ; 130 contre 0 à la Chambre des députés). Mais les « faucons » de l'ex-président Uribe, qui ont refusé de participer au vote, appellent à la « résistance civile ». Attitude inquiétante quand, déjà, la situation prend une très mauvaise tournure. Dans sa lettre ouverte et critique au Comité Nobel, Aída Avella s'en inquiétait : « Méconnaître [ainsi] la réalité nous rend aussi fragiles que nous l'étions à la mi-1980 » (lorsque a commencé le massacre de l'UP).

Selon le bureau local des Nations unies (ONU), 57 militants d'organisations sociales et de défense des droits humains ont été assassinés depuis le début de l'année. De son côté, la Fondation Ideas para la Paz (« idées pour la paix ») fait état de 71 assassinats, 71 tentatives d'homicides et de 237 menaces de mort. Pour la *Cumbre agraria* (sommet agraire), 94 dirigeants d'associations paysannes, indigènes et populaires du pays sont tombés en 2016, le bilan le plus lourd de ces six dernières années. On ne tranchera pas entre ces chiffres, mais tous vont dans la même direction : une reprise de la « guerre sale ». A elle seule, la Marche patriotique, un mouvement politique et social né en avril 2012, dénonce que, cette année 2016, 232 de ses dirigeants ont été menacés, que 21 ont été victimes d'attentat et 71 assassinés (124 en quatre ans). Le dernier, Guillermo Vel-da-ño, président du Conseil d'action communale de la vereda Buenos Aires, l'a été le 12 décembre dernier. Détail qui a son importance : ce meurtre a eu lieu à proximité immédiate de la zone où doivent se concentrer les guérilleros du Front sud des FARC en vue de leur démobilisation.

Alors que, dans un communiqué, l'ONU manifestait déjà son inquiétude fin novembre en précisant qu'elle comprenait « la peur des organisations sociales touchées », le brillant prix Nobel Juan Manuel Santos s'est contenté de botter en touche : « Le ministère public nous a dit qu'il n'y a pas d'intention systématique. C'est arrivé dans des zones que les FARC ont quittées. Il y a des mines illégales et des plantations de coca. C'est lié à ce qui va se passer avec ces négociés [5]. » Conclusions erronées, délibérément trompeuses ou défilé de faux-semblants perpétuellement renouvelés ?

Pour l'heure, la démobilisation des FARC n'a pas réellement commencé. Le plébiscite perdu l'a stoppée net ; l'approbation du nouvel accord par le Congrès n'a pas encore levé tous les obstacles. Si les guérilleros ont rejoint leurs zones de pré-regroupement, ils ne se déplaceront vers les vingt zones et les sept campements destinés à les accueillir pour six mois, le temps du désarmement progressif, qu'« une fois la voie libre de tout obstacle juridique », a précisé Iván Marquez, l'un de leurs comandantes. Très logiquement, la guérilla exige qu'une loi d'amnistie soit adoptée et que les mandats d'arrêt contre certains de ses membres soient levés afin de garantir leur sécurité en attendant que soient mis en place les mécanismes de la « Justice spéciale pour la paix », censée juger tous les acteurs du conflit et non les seuls insurgés. Pour rendre ces mesures possibles, la Cour constitutionnelle, très divisée, devait approuver un mécanisme « extraordinaire », exceptionnel et transitoire, dit « *fast track* » (voie rapide), permettant au Congrès de légiférer en urgence. Dans le cas contraire, le Sénat et la Chambre en discuteraient en session ordinaire, pendant plusieurs mois, voire une année, et pourraient éventuellement changer l'essence et le contenu des accords, les dénaturant de fait. Il a fallu attendre le mardi 13 décembre pour qu'enfin la Cour constitutionnelle donne son feu vert après de très longues discussions.

Pour les guérilleros, l'attente devient d'autant plus crispante que, d'après les membres de la commission tripartite de vérification du cessez-le-feu (FARC, gouvernement, ONU), l'équipement des zones où ils vont vivre pendant six mois a lui aussi pris « énormément de retard ». Et que, le 10 décembre, ils ont dénoncé la présence d'une soixantaine de paramilitaires du groupe des Urabeños à proximité d'un de leur camp de pré-regroupement, dans le Département du Guaviare. Selon leurs informations, les miliciens d'extrême droite ont pour objectif de « relever le nom de toutes les personnes qui entrent ou sortent de la zone, se dirigent vers / ou reviennent du cantonnement de la guérilla ». Ce qui nous ramène à l'assassinat du dirigeant de la *Marcha patriótica* précédemment cité, Guillermo Vel-da-ño.

A la mi-novembre, dans l'attente de son prix Nobel, le président Santos avait, lui, d'autres soucis. Estimant sans doute la mesure tout à fait indispensable en prévision de la paix, il a annoncé qu'il souhaite faire passer le service militaire obligatoire de douze à... dix-huit mois pour tous les soldats.

Maurice Lemoine para [Medelu](#)

[Medelu](#). 17 décembre 2016

* **Maurice Lemoine**. Journaliste et ex-rédacteur en chef du Monde diplomatique, Lemoine couvre l'Amérique Latine depuis plus de quarante ans. Derniers ouvrages parus : « Chávez Presidente ! », « Sur les eaux noires du fleuve », « Cinq cubains à Miami » et récemment « Les enfants cachés du général Pinochet » (Editions Don Quichotte, en librairie depuis le 2 avril 2015). Lire l'interview à ce sujet : [Réfléchir avec les latinoaméricains](#)



BASTA YA ! Colombie : Mémoires de guerre et de dignité

Complément d'information :

- « [La paix et la guerre dans les médias en Colombie](#) », par Mémoire des luttes.
- « [Une semaine au « Macondo » référendaire](#) », par Maria Baresch.
- « [Aux sources tumultueuses de la paix en Colombie](#) », par Laurence Mazure

[1] Le Duc Tho le refusa, considérant que la paix n'avait pas été totalement rétablie.

[2] « [Basta Ya ! Colombia : memorias de guerra y dignidad](#) », CNMH, Bogotá, 2013.

[3] On appelle « massacre » l'assassinat de trois personnes ou plus.

[4] En février 2016, la justice colombienne avait déjà rendu 817 sentences contre 961 membres de la force publique, mais aucun de « haut rang ».

[5] BBC Mundo, Londres, 10 décembre 2016.